

des pertes marquées. Les actions ordinaires et privilégiées souffrent beaucoup plus que les obligations de tout repos. Comme dans le cas des prix des denrées, le déclin de 1937 sur les marchés aux valeurs marque le premier recul d'importance depuis que les prix se sont remis à la hausse au lendemain du creux de la dépression (juin, 1932 pour les actions ordinaires).

Banques.—Les prêts courants des banques à charte continuent d'augmenter régulièrement pendant toute l'année 1937, la moyenne des douze mois accusant une hausse de 4.7 p.c. Les dépôts à préavis sont de 3.6 p.c. en moyenne plus élevés qu'en 1936 tandis que les dépôts à demande augmentent de 11.8 p.c. Malgré la plus grande somme d'argent prêtée, les valeurs mobilières détenues par les banques augmentent de 7.2 p.c.

Les débits bancaires diminuent comparativement à 1936, la moyenne étant de 2.1 p.c. inférieure. D'autre part, les billets en circulation accusent une augmentation de 3.3 p.c. à la fin de décembre 1937 comparativement à la date correspondante en 1936.

Finances publiques.—Les chiffres des neuf mois écoulés de l'année fiscale canadienne indiquent qu'au 31 décembre 1937, les recettes ordinaires augmentent de plus de \$61,000,000 ou 18.8 p.c. comparativement à la période correspondante terminée en décembre 1936. Les dépenses ordinaires augmentent moins, étant de près de \$7,000,000 ou 2.5 p.c. plus élevées qu'au cours de la même période en 1936. Les dépenses totales s'établissent à \$362,000,000, soit une augmentation de 0.4 p.c. Les déboursés en secours-chômage baissent de quelque \$10,000,000, mais les entreprises de l'Etat nécessitent une augmentation de \$5,000,000.

Sous-section 2.—Autres principaux événements de l'année.

Elections générales provinciales.—Des élections générales non mentionnées dans l'Annuaire de 1937, ont eu lieu en Ontario le 6 octobre 1936. Le gouvernement libéral de l'hon. M. F. Hepburn a été maintenu au pouvoir. Il y en eut aussi dans la Saskatchewan le 8 juin, 1938, le gouvernement libéral de l'hon. W. J. Patterson ayant été maintenu au pouvoir.

Relations fédérales-provinciales.—Le 14 août 1937, une commission royale est nommée pour faire, à la lumière des développements économiques et sociaux des 70 dernières années, une étude sur l'armature économique et financière de la Confédération. L'hon. Newton W. Rowell, juge en chef de l'Ontario, en est le président. La commission tient sa première séance publique à Winnipeg le 29 novembre 1937. Par la suite elle tient séances dans toutes les provinces où elle reçoit des mémoires des gouvernements provinciaux et de plusieurs autres corps publics. Le rapport du comité n'a pas encore été présenté au Parlement.

La Banque du Canada.—Le 8 juin 1938, le ministre des Finances donne avis d'une résolution préparatoire à un projet de loi ayant pour but la nationalisation complète de la Banque du Canada, par l'acquisition des 100,000 actions échues de la classe A (d'une valeur au pair de \$50 chacune) au prix de \$59.20 la part avec dividendes accrus. Le gouvernement, en possédant depuis 1935, 102,000 actions de la classe B, détenait une part majoritaire du capital de la banque. A la suite de l'acquisition des actions de la classe A, la capitalisation de la banque est réduite à \$5,000,000, composée de 100,000 actions de \$50 chacune, émises au nom du ministre des Finances.

Nominations diplomatiques.—Le comte Robert de Dampierre, succède à M. Raymond Brugère comme ministre de France au Canada. Il présente ses lettres de créance à Son Excellence le Gouverneur Général le 9 décembre 1937.